



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

République centrafricaine

Question au Gouvernement n° 1548

Texte de la question

SITUATION EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

M. le président. La parole est à M. Philippe Baumel, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Philippe Baumel. Ma question s'adresse à M. le ministre des affaires étrangères. Monsieur le ministre, depuis des mois – de longs mois, malheureusement –, les nouvelles en provenance de la République Centrafricaine étaient tout à fait dramatiques : situation humanitaire catastrophique, insécurité, instabilité politique. Face à l'urgence, la France a pris ses responsabilités, mais l'absence de l'Union européenne a été ici et là vivement critiquée. Depuis vingt-quatre heures, nous avons reçu deux bonnes nouvelles. Hier en Centrafrique, dans un sursaut démocratique, le Conseil national de transition a élu Mme Catherine Samba-Panza présidente de transition. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*) C'est un énorme espoir, tout autant qu'un défi gigantesque pour celle qui était jusqu'alors maire de Bangui. Réconcilier le pays, remettre en marche l'État, assurer la sécurité, mettre fin au conflit interreligieux, favoriser le retour des centaines de milliers de déplacés, engager la transition démocratique : voilà la tâche difficile de la nouvelle présidente.

Parallèlement, sous votre impulsion et celle du Président de la République, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne, réunis hier à Bruxelles, ont approuvé l'envoi de cinq cents soldats européens à Bangui en soutien aux soldats de l'opération Sangaris et à ceux de la force africaine, la MISCA. C'était la deuxième bonne nouvelle. Au-delà, la communauté internationale s'est engagée lundi à débloquer 500 millions de dollars d'aide humanitaire en faveur de ce pays. Pourtant, monsieur le ministre, certaines âmes chagrines dénonçaient ici même, il y a peu, l'isolement de la France en République Centrafricaine et remettaient en cause à demi-mot la légitimité de cette intervention. Pouvez-vous, monsieur le ministre, nous confirmer les termes de l'engagement militaire de l'Union européenne, son calendrier, les modalités de déploiement de ses forces ? De la même manière, sous quel délai et dans quelles conditions seront débloqués les 500 millions de dollars d'aide humanitaire promis par la communauté internationale ? Enfin, dans ce contexte, quel pourrait être le calendrier de la transition démocratique en Centrafrique ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères. Monsieur le député, il est vrai que le 20 janvier 2014, nous avons appris une triple bonne nouvelle pour la Centrafrique et pour tous ceux qui sont aux côtés des Centrafricains – ils sont nombreux ici présents –, dans un pays qui ne nous avait pas habitués à cela. Tout d'abord, l'élection de Mme Catherine Samba-Panza, qui est une femme remarquable : l'ayant eue au téléphone hier, je lui ai apporté par anticipation votre soutien. Je serai à ses côtés jeudi, lorsqu'elle sera installée. Sa tâche est immense, mais elle doit savoir qu'elle peut compter sur le soutien de la France. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC.*) Concernant l'aspect humanitaire, quarante pays représentés hier à Bruxelles ont en effet annoncé des engagements pour l'année 2014 à hauteur de 496 millions de dollars : cette somme, ô

combien nécessaire, sera donc engagée cette année pour venir en aide à une population gravement touchée. Enfin, en matière sécuritaire, et c'est peut-être aussi ce point qui a retenu l'attention, nous avons obtenu que l'Union européenne, à l'unanimité, décide le principe d'un soutien militaire aux Centrafricains ainsi qu'à l'action de la France et de l'ONU. Le chiffre de 500 militaires a été évoqué ; cela doit être fait dans les semaines qui viennent, essentiellement à Bangui et singulièrement autour de l'aéroport. On nous avait dit que nous étions seuls. Non, monsieur le député : nous étions les premiers, et c'est à l'honneur de la France ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, RRDP et écologiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Baumel](#)

Circonscription : Saône-et-Loire (3^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1548

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 janvier 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [22 janvier 2014](#)